



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle-Aquitaine**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**relative à l'exploitation d'installations de stockages d'alcools de bouche**

**site « Marancheville » sur la commune de Mainxe-Gondeville**

**SAS Distillerie Gelinaud**

Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 fixant les prescriptions complémentaires à la SA Distillerie GELINAUD pour l'exploitation d'une distillerie et un stockage d'alcool de bouche sur le site de « Marancheville » commune de Mainxe ;

**Vu** le courrier de donner acte du 21 juillet 2010 actant la mise en place d'un chai réserve climatique, d'un chai de distillation et une cuve inox extérieure de réserve climatique de 110 m<sup>3</sup> située à 6 m de la distillerie ;

**Vu** le porter à connaissance en date du 15 mars 2024 déposé auprès de l'inspection des installations classées et les compléments transmis le 10 mars 2026 ;

**Vu** le rapport de l'inspection du 12 mai 2026 proposant des prescriptions techniques découlant de l'instruction du porter à connaissance susvisé ;

**Vu** le courriel transmis à l'exploitant le 12 mai 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** le courriel de l'exploitant en date du 19 mai 2026 indiquant qu'il n'a pas d'observations sur le projet d'arrêté complémentaire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 mars 2026 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** de fait, que la société SAS Distillerie Gelinaud souhaite modifier son installation en augmentant la quantité de stockage d'alcool du chai en passant de 602 m<sup>3</sup> à 1020 m<sup>3</sup>, et bien que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de mettre à jour l'arrêté d'autorisation du site et édicter les prescriptions qui s'appliqueront au chai, notamment en matière de défense incendie ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société SAS Distillerie Gelinaud SIRET 818 655 656 00010, dont le siège social est situé à « MARANCHEVILLE » 8 CHEMIN DES PORCHES 16200 MAINXE-GONDEVILLE, autorisée à exploiter des installations de stockage et de distillation d'alcools de bouche d'origine agricole à la même adresse est tenue de respecter, dans le cadre des modifications portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009 susvisé est modifié par le tableau suivant :

<b>N° Rubrique</b>	<b>Régime</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Nature et Caractéristiques de l'installation</b>
4755	A	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables  2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique est supérieur à 40 %, la quantité susceptible d'être présente étant :  a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup>	Chai de distillation : 196 m <sup>3</sup>  chai 1 : 190 m <sup>3</sup> chai 3 : 68 m <sup>3</sup> , chai 4 : 154 m <sup>3</sup> stockage externe : 112 m <sup>3</sup> chai viné 1 : 200 m <sup>3</sup> chai viné 2 : 50 m <sup>3</sup> chai viné 3 : 50 m <sup>3</sup>  QSP totale : 1020 m <sup>3</sup>
2250	E	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole  La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant :  2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	15 alambics de 25 hl 4 alambics de 35 hl  510 hl de charge totale <b>soit 306 hl d'AP/j</b>
2251	D	Préparation, conditionnement de vins, à l'exclusion des installations classées au titre de <u>la rubrique 3642</u> .	18 780 hl/an

		La capacité de production étant :	
		2. Supérieure à 500 hL/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hL/an	

Régime : A (autorisation) E (enregistrement) D (déclaration)

### **Article 3 - Situation et caractéristiques des installations autorisées**

Le tableau des installations de stockage d'alcool de bouche autorisées défini à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2009 susvisé est modifié par le tableau suivant :

Désignation de la cellule/chai	Surface en m <sup>2</sup>	Type et caractéristiques du stockage	Capacité maximale de stockage en m <sup>3</sup>
Chai climatique	84 m <sup>2</sup>	Cuves inox	196 m <sup>3</sup>
Chai 1	238 m <sup>2</sup>	Tonneaux et barriques	190 m <sup>3</sup>
Chai 3	90 m <sup>2</sup>	Tonneaux et barriques	68 m <sup>3</sup>
Chai 4	154 m <sup>2</sup>	Tonneaux et barriques	154 m <sup>3</sup>
Stockage externe		Cuve inox	112 m <sup>3</sup>
Chai viné 1	120 m <sup>2</sup>	1 citerne béton inox et 3 cuves inox	200 m <sup>3</sup>
Chai viné 2	80 m <sup>2</sup>	Fûts de chêne	50 m <sup>3</sup>
Chai viné 3	80 m <sup>2</sup>	Fûts de chêne	50 m <sup>3</sup>

### **Article 4 – Chai de distillation**

La définition de chai de distillation énoncée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 susvisé est modifiée comme suit :

« Chai de distillation : stockages attenants à une distillerie où sont stockés les alcools de bouche distillés

durant la campagne de distillation en cours. Dans le cas où le chai de distillation fait également usage pour le vieillissement d'alcool, sa capacité maximale de stockage ne peut excéder 300 m<sup>3</sup> et sa surface 280 m<sup>2</sup>. »

### **Article 5 - Réserve d'eau incendie**

Le paragraphe 6-3 relatif à la réserve incendie défini à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2009 est modifié comme suit :

#### **« 6-3 Réserve d'eau incendie**

L'exploitant doit disposer des moyens de lutte contre un incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum d'une ou plusieurs réserves totalisant un volume minimal de 600 m<sup>3</sup> situées à moins de 200 m des installations et associées à un nombre suffisant d'aires de stationnement pour les engins de secours, matérialisées et carrossables.

L'exploitant identifie et fait valider l'ensemble des points d'aspiration au SDIS dans un délai de un an à compter de la date du présent arrêté. »

## **Article 6 - Délais et voies de Recours-Publicité-Exécution**

### **CHAPITRE 6.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **CHAPITRE 6.2 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté complémentaire environnemental est déposée à la mairie de Mainxe-Gondeville et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mainxe-Gondeville pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

### **CHAPITRE 6.3 - EXÉCUTION**

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Mainxe-Gondeville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **SAS Distillerie Gelinaud** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 26 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC